

ÉDITORIAL

L'ASCENSION ÉCONOMIQUE DE L'ASIE : QUELS FACTEURS ? QUELS MODÈLES ?

Dominique BARJOT
Professeur d'histoire économique contemporaine
Sorbonne Université
Centre Roland Mousnier UMR 8596 du CNRS¹
Renmin University of China

Le 48^e Forum Économique Mondial de Davos, tenu en janvier 2018, avait pour invité d'honneur le Premier Ministre Indien, Narendra Modi². Il s'y est fait le défenseur du libre-échange et de la mondialisation. Un an auparavant, l'invité d'honneur avait été Xi Jinping, qui avait tenu un discours identique. De fait, la Chine est, avec l'Inde, le principal bénéficiaire de la libéralisation des échanges de biens, de services et de capitaux. C'est ce que montre aussi l'ambitieux projet de la Route de la Soie proposé comme une alternative aux Traités Transatlantique (TAFTA ou Transatlantic Free Trade Agreement) et Transpacifique (TPPA ou Trans-Pacific Partnership Agreement) prônés les États-Unis sous l'ère Obama³. L'ambition est de taille, puisqu'à côté de la route maritime classique, passant par la mer de Chine méridionale le détroit de Malacca, le golfe d'Aden ou le détroit d'Ormuz jusqu'à la Méditerranée, est venue s'ajouter une nouvelle route reliant la Chine, l'Europe par le Kazakhstan, la Russie, la Biélorussie, la Pologne, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Il est même envisagé une troisième route passant par le Grand Nord, le long des côtes russes, puis scandinaves⁴.

MONTÉE EN PUISSANCE DE L'ASIE

Ce poids considérable de la Chine et de l'Inde traduit la montée de l'Asie au sein de l'économie mondiale. Quelques statistiques le montrent.

Un monde qui change

¹ Dominique Barjot remercie infiniment son collègue et ami le Professeur Lu Yimin, Vice-doyen de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université Zhejiang à Hangzhou (Chine), sans lequel le présent numéro spécial n'aurait pu voir le jour. En effet, les papiers ici réunis sont pour l'essentiel, issus d'une conférence, organisée à Hangzhou les 6, 7 et 8 novembre 2014, et préparatoire au XXII^e Congrès du Comité International des Sciences Historiques, tenu à Jinan du 23 au 29 août 2015. Les Professeurs LU et Barjot y organisaient la joint session 3 – *Globalization, National Patterns of Development and Strategies of Firms*. D. Barjot adresse aussi ses remerciements les plus vifs à Madame le Professeur Wang Jue et à son collègue le Professeur Huang Chun, tous deux de la Renmin University of China (Pékin) pour leur contribution à ce numéro.

² Jean-Pierre Robin, "À Davos, l'Indien Narendra Modi se fait le chantre de la mondialisation", *Le Figaro*, mardi 29 janvier 2018, p. 15.

³ Wang Yiwei, *The Belt and Road Initiative. What will China offer the World in its Rise*, New World Press, Beijing, 2016.

⁴ Frédéric Faux, "La ruée vers l'Arctique", *Le Figaro*, lundi 29 janvier 2018, p. 24-25.

Certes, en 2017, les nations occidentales dominaient encore l'économie mondiale :

Tableau 1 – **Poids des grandes puissances économiques mondiales en 2017**

Pays	PIB (en milliards de US\$)	Population (en millions d'habitants)	PIB par tête (en US\$)
1/ États-Unis	1.9362	326,5	59.495
2/ Chine	1.1938	1.390,0	8.583
3/ Japon	4.885	126,0	38.550
4/ Allemagne	3.652	80,6	44.184
5/ France	2.575	64,9	39.673
6/ Royaume-Uni	2.565	65,5	38.847
7/ Inde	2.439	1.340,0	1.852
8/ Brésil	2.081	211,2	10.020
9/ Italie	1.921	59,8	31.619
10/ Canada	1.640	36,6	44.773

Source : FMI, estimations.

Seules trois puissances asiatiques intégraient les dix premiers : la Chine (2), le Japon (3) et l'Inde (7). Mais si l'on considère cette fois les vingt premiers, quatre autres nations d'Asie les rejoignaient : la Corée du Sud (11), l'Indonésie (16) et l'Arabie Saoudite (20).

Ces chiffres masquent en partie la réalité. En effet, si l'on raisonne à parité de pouvoir d'achat, la hiérarchie se trouve très largement modifiée au profit de l'Asie.

Tableau 2 – **Hiérarchie des grandes puissances économiques mondiales à parité de pouvoir d'achat**
(Purchase Power Parity)

Nations	PIB (en US\$)	Population (en millions d'habitants)	PIB total (en milliards de \$)
1/ Chine	18.350	1380	25.323
2/ États-Unis	61.454	329,2	20.231
3/ Inde	7.720	1350	10.425
4/Japon	44.220	127,2	5.625
5/ Allemagne	52.670	82,8	4.361
6/ Russie	24.740	147,0	3.637
7/ Indonésie	13.210	262,9	3.473
8/ Brésil	16.010	209,2	3.349
9/ Royaume-Uni	45.650	65,9	3.008
10/ France	45.860	62,5	2.866

Source : "The World in 2018", *The Economist*, 2018

Cette fois-ci, quatre nations asiatiques s'insèrent dans les dix premiers : la Chine (1), l'Inde (3), le Japon (4) et l'Indonésie (7). Certes, la Corée du Sud rétrograde au quatorzième rang, mais

l'Arabie Saoudite progresse (15), tandis que l'Iran (17), la Thaïlande (19) et Taiwan (20) intègrent les vingt premières puissances mondiales.

Trois ensembles de nations

Cette montée de l'Asie apparaît générale. Elle concerne un certain nombre de pays du Moyen-Orient, mais aussi les ex-républiques soviétiques (Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et surtout Kazakhstan), ainsi que les petits pays du subcontinent indien (Bhoutan, Népal), de l'Asie du Sud-Est (Laos, Cambodge, Birmanie). Elle apparaît même spectaculaire pour le Pakistan (l'équivalent de la Pologne à parité de pouvoir d'achat) et même le Bangladesh (plus que la Suisse ou la Suède, toujours à parité de pouvoir d'achat). Néanmoins, à moyen et long terme, cette montée en puissance de l'Asie continue de reposer sur trois groupes principaux de pays, dont l'originalité du modèle de développement a été bien mise en évidence par les économistes (W.W. Rostow, S. Kuznets, A. Gerschenkron, R. Prebisch, P.A. Krugman, D. Senghas, etc)⁵.

1/ Trois puissances économiquement dominantes, dont l'un a pu être considéré comme un modèle par sa précocité et le caractère exemplaire de sa croissance économique, le Japon (d'où, entre autres, le succès de la célèbre théorie du développement « en vol d'oiseau sauvage », formulée par K. Akamatsu, en 1961-62⁶) et les deux autres, la Chine et l'Inde, s'identifient à l'ascension des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) au sein de l'économie mondiale⁷.

2/ Les « Quatre Dragons »⁸. Il s'agit de quatre pays d'Extrême-Orient ayant connu une forte croissance industrielle à partir des années 1960, à savoir la Corée du Sud, Hong Kong, Singapour et Taiwan.

⁵ Pawel Bozyk, *Globalization and the transformation of foreign economic policy*, Ashagate Publishing Ltd., Londres, 2006;

⁶ Kiyoshi Kojima, "The "flying geese" model of Asian economic development: origin, theoretical extensions, and regional policy implications", *Journal of Asian Economics*, 11 (2000), p. 375-401.

⁷ Alexander Kateb, *Les nouvelles puissances mondiales. Pourquoi les BRIC changent le monde*, Ellipses, Paris, 2011 ; Julien Vercueil, *Les pays émergents. Brésil-Russie-Inde-Chine*, Bréal, Paris, 2015 ; Christian Jaffrelot (dir.), *L'Enjeu mondial. Les pays émergents*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008, Paulo B. Casella, *BRIC : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique. A l'heure d'un nouvel ordre juridique international*, Édit. A. Pedone, Paris, 2011.

⁸ Ezra F. Vogel, *The four Little Dragons: The Spread of Industrialization in East Asia*, Cambridge: Harvard University Press, 1991.

Tableau 3 – Poids économiques respectifs des quatre Dragons asiatiques en 2017

	Corée du Sud	Hong Kong	Singapour	Taiwan
PIB (en milliards de US\$)	1.530	344	306	572
Populations (en millions d'habitants)	50,7	7,4	5,8	23,4
PIB par tête (en US\$)	29.730	44.999	53.880	24.227
PIB par tête à PPA (en US\$)	39.350	63.480	95.070	51.710
PIB total à PPA (milliards de US\$)	2.015	470	542	1215

Source : FMI, *The Economist* (vide supra tableaux 1 et 2).

Bénéficiant d'un niveau de vie au moins égal à celui des pays d'Europe occidentale, ils ne font plus partie, ni des Nouveaux Pays Industrialisé (NPI), ni des pays émergents. Ils concurrencent le Japon et les pays occidentaux dans les activités industrielles les plus avancées.

3/ Les Nouveaux tigres asiatiques (ou Nouveaux Pays Exportateurs ou « Bébés tigres ») souvent désignés sous le terme de *Tiger Club Economics*, selon Goldman Sachs⁹. Il s'agit de l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Vietnam :

Tableau 4 – Poids économiques respectifs des cinq Nouveaux tigres Asiatiques en 2017

	Indonésie	Malaisie	Philippines	Thaïlande	Vietnam
PIB (en milliards de US\$)	1.011	310	321	438	216
Populations (en millions d'habitants)	263,5	31,2	103,8	68,3	95,4
PIB par tête (en US\$)	3.859	9936	3022	6.336	2306
PIB par tête à PPA (en US\$)	13.210	31.150	8.880	18.690	7.270
PIB total à PPA (milliards de US\$)	3.637	997	946	1293	702

Source : FMI, *The Economist* (vide supra tableaux 1 et 2).

A l'exception peut-être de la Malaisie, il s'agit de pays émergents en croissance rapide (en 2017, le PIB s'est accru de +5,2% en Indonésie, +5,4% en Malaisie, +6,6% aux Philippines et +6,3% au Vietnam), à l'exception de la Thaïlande (+3,7% seulement, chiffre appréciable cependant au regard des rythmes de développement occidentaux). Même si l'on a pu défendre l'idée que ces Nouveaux Pays Exportateurs ont adopté la voie suivie avant eux par la Corée ou Taiwan, rien n'indique qu'ils en aient reproduit le modèle, tant leurs situations propres sont spécifiques et diverses.

⁹ Catherine Figuière et Laëtitia Guillot (dir.), «Des nouveaux pays industrialisé aux pays émergents majeurs la récurrence du focus asiatique», *Monde en développement*, 2015/1, n° 169.

DIVERSITÉ DES MODÈLES

C'est ce que montre la confrontation des modèles japonais et chinois avec ceux des deux grands outsiders que sont l'Inde et l'Indonésie, mais aussi des « Quatre Dragons » et des « Nouveaux Tigres Asiatiques ». L'histoire du développement économique japonais a fait l'objet de nombreuses et remarquables études tant en français¹⁰ qu'en anglais¹¹. C'est pourquoi le choix a été fait ici de se centrer sur les pays émergents d'Asie de l'Est et du Sud-Est.

La Chine : à la recherche d'un leadership économique mondial

Depuis 2012, le gouvernement de Pékin cherche à internationaliser sa monnaie en libéralisant son usage pour les entreprises étrangères. C'est la conséquence directe de l'affirmation d'un modèle économique chinois¹². De 1978 à 2008, le produit national chinois s'est développé au rythme de 10% par an en moyenne et à prix constants ; il se maintient encore autour de 7 % depuis¹³. Il semble donc que le rythme de croissance s'infléchisse à la baisse, sous l'impulsion d'une nouvelle génération de dirigeants privilégiant, aux aides publiques et aux exportations à faible valeur ajoutée, une demande auto-entretenu par la consommation. L'objectif de Xi Jinping, le successeur de Hu Jintao au Secrétariat Général du parti et au poste de chef de l'État depuis 2012, et du Premier Ministre Li Keqiang, est de rebâtir le système chinois sur des bases plus saines, grâce à des réformes libérales, à la lutte contre la corruption,

¹⁰ Francine Héral, *L'Histoire du Japon des origines à nos jours*, Paris, Hermann, 2010. Voir aussi : Jean-Marie Bouissou, François Gipouloux et Éric Seizelet, *Le Japon : le déclin ?* Bruxelles, Complexe, 1995 ; Frédéric Bruguière, *Institutions et pratiques financières au Japon de 1600 à nos jours*, Paris, Hermann, 2014 ; Evelyne Douville-Feer, *L'économie du Japon*, Paris, La Découverte, 2014.

¹¹ David Flath, *The Japanese Economy*, Oxford, Oxford University Press, 2014; Shumpei Kumon, Henry Rosovsky (eds.), *The Political Economy of Japan: Cultural and social dynamics*, Volume 3, Stanford, Stanford University Press, 1987; Takafusa Nakamura, Konosuke Odaka & Ronald P. Toty, *The Economic History of Japan: 1600-1990. Volume 3: Economic History of Japan 1914-1955: A Dual Structure*, Oxford, Oxford University Press, 2003. Voir aussi : Ikeo Aiko, *Japanese Economies and Economists since 1945*, New York-Londres, Routledge, 2014; Robert Boyer et Toshio Yamada, *Japanese Capitalism in Crisis: Regulationist Interpretation*, New York-Londres, Routledge, 2000; John Chalmers, *MITI and the Japanese Miracle: The Growth of Industrial Policy, 1925-1975*, Stanford, Stanford University Press, 1982; William R. Garside, *Japan's Great Stagnation: Forging Ahead, Falling Behind*, Chetelham, Edward Edgar Publishing, 2012; Ian Inkster, *Japanese Industrialisation: Historical and Cultural Perspectives*, Londres, Taylor & Francis; Takashi Inogushi & Daniel I. Okimoto, *The Political Economy of Japan. Book 2. The Changing International Context*, Stanford, Stanford UP, 1988; James Vestal, *Planning for Change: Industrial Policy and Japanese Economic Development 1945-1990*, Londres, Clarendon Press, 1994; Kozo Yamada & Yasukichi Yasuha, *The Political Economy of Japan. Book 1*, Stanford, Stanford UP, 1987.

¹² Wu Li & Rong Wenli, *Contemporary China's Economy*, Beijing, China Intercontinental Press, 2010; Wu Li, Sun Fumin & Zheng Lei, *China's Economy*, Beijing, Intercontinental Press, 2010.

¹³ Sur l'économie chinoise d'aujourd'hui, voir entre autres : Michel Aglietta et Guo Bai, *La voie chinoise. Capitalisme et Empire*, Paris, Éditions Odile Jacob, Coll. « Économie », 2012, trad. fr. par Christophe Jaquet ; *China's Development. Capitalism and Empire*, London, Routledge; Marie-Claire Bergère, *Chine, le nouveau capitalisme d'État*, Paris, Fayard, 2013; Denise Flouzat, *La nouvelle émergence de l'Asie. L'évolution économique des pays asiatiques depuis la crise de 1997*, Paris, PUF, 1999 ; François Gipouloux, *La Chine vers l'économie de marché ? La longue marche de l'après-Mao*, Paris, Éditions Nathan, 1993; François Gipouloux (dir.), *La Chine du 21^e siècle. Une nouvelle superpuissance ?*, Paris, Armand Colin, Coll. CIRCA, 2005; Benoît Vermander, *La Chine ou le temps retrouvé. Les figures de la mondialisation et l'émergence chinoise*, Louvain-la-Neuve, Academia Bruylant/Presses Universitaires de Louvain, 2008.

sans pour autant renoncer au contrôle de l'opinion (notamment du web), mais aussi à une politique plus soucieuse de préserver l'environnement.

Un « nouveau modèle de croissance pointe enfin. Certes l'exportation reste essentielle, mais la hausse des coûts chinois et la faiblesse de la demande dans les pays développés poussent à un rééquilibrage au profit de la demande interne et à une réduction de l'excédent commercial chinois. L'autre moteur de la croissance, l'investissement intérieur, tend aussi à s'essouffler parce que générateur de dettes bancaires, ou financières. Selon l'agence Fitch, l'endettement global de l'économie est passé de 13% du PIB en 2008 à 218% en 2013. C'est dans une large mesure le résultat du plan de relance massif décidé fin 2008 par les autorités chinoises afin de passer le cap de la crise financière internationale.

Pour y parvenir, les nouveaux dirigeants doivent surmonter les trois obstacles freinant la « révolution économique » : le système financier, l'immobilier et la corruption. Le premier a été conçu dans un seul but : capter l'épargne massive des ménages pour financer des investissements. Mais cela n'a pu se réaliser qu'un plafonnant la rémunération de l'épargne à des niveaux très bas au détriment de l'épargnant moyen, c'est-à-dire du petit peuple. Pour encourager la consommation, il faut donc introduire la concurrence entre les banques et que celles-ci cessent de financer presque exclusivement les groupes publics au détriment des PME et des groupes privés innovants. Quant au marché immobilier, il est biaisé par deux facteurs au moins : le caractère crucial des ventes de terre pour des collectivités locales et régionales surendettées et la faible rémunération des placements bancaires et financiers, qui détournent nombre de ménage de l'acquisition de valeurs mobilières. Enfin, la corruption demeure un fléau : Xi Jinping ne s'est d'ailleurs pas trompé sur la cible en faisant tomber les principaux dirigeants de Petrochina. Mais jusqu'où ira-t-il ?

Le pouvoir semble toutefois se concentrer sur l'économie comme l'indique la mise en œuvre d'un plan de sauvetage en faveur des provinces, dont l'endettement représente à lui seul plus d'un tiers du PIB. La libéralisation politique n'est pas la priorité. Certes, le 4 juin 2014 a coïncidé avec le vingt-cinquième anniversaire des événements de Tianmen ; certes à Hong Kong, les libéraux réclament l'introduction, dès 2017 et selon la promesse faite par Pékin, du suffrage universel direct pour l'élection de chef de l'exécutif du territoire ; certes, à Taiwan, le parti historiquement dominant, le Kouo-Min-Tang (KMT) a perdu le pouvoir face au Parti démocrate, beaucoup moins enclin à coopérer avec Pékin. Mais, à l'intérieur, les grands projets d'investissement ont toujours de beaux jours devant eux : nouveau centre de lancement de satellites sur l'île méridionale de Hainan, le plus haut gratte-ciel jamais réalisé en Chine (Sky City, 838m de hauteur à Shanghai), ligne de TGV de 1776km reliant le Xinjiang à l'intérieur du pays par le Tibet, démarrage du nouvel aéroport de Pékin, *etc.*

Dans un contexte marqué par la montée des conflits en mer de Chine, notamment avec le Japon, autour des îles Senkaku (selon le Japon) et Diaoyu (pour la Chine), mais aussi le Vietnam à propos des îles Paracels, ou des Spratleys revendiquées aussi par Brunei, la Malaisie ou les Philippines, la nouvelle politique semble vouloir lutter plus efficacement contre la pollution. En 2014, les émissions de Co2 atteignent presque le double de celles des États-Unis alors qu'elles étaient au même niveau il y a moins de dix ans. Il s'agit moins de se concentrer sur le gaz à effet de serre, que de résoudre le problème urbain. À Pékin par exemple, le nombre

de véhicule neufs autorisés à circuler sera réduit de près de moitié et un péage urbain sur le modèle de celui de Londres est à l'étude. Reste à savoir si les classes moyennes renonceront à considérer que « la possession et l'usage d'une voiture constitue un droit inaliénable ».

Partant de l'observation faite en 2013 par le *Financial Times* d'un essoufflement de la croissance économique des BRIC, il est clair que, dans la longue durée c'est la Chine qui a fait les choix les meilleurs, sous l'impulsion notamment de Deng Xiaoping. L'appel au capital étranger et l'introduction d'une économie concurrentielle sans remise en cause du régime socialiste ont assuré, par exemple, une formidable expansion à la province du Guangdong : grâce à une multiplication par près de 200 entre 1978 et 2010, sa production dépasse aujourd'hui celles de Singapour, Hong Kong et, même, Taiwan.

Depuis 1978 et, surtout, 1992, la Chine s'est peu à peu imposée, avec les États-Unis, comme un acteur international majeur : premier exportateur mondial devant les États-Unis, elle a beaucoup gagné en parts de marché entre 1990 et 2000 (de moins de 2% à plus de 11%) tandis que déclinaient les parts respectives des États-Unis (de 15,4 à 8,4%) et surtout de l'Union Européenne (de 44,5% à moins de 15%). Prévue par Zhou Enlai et réalisée par Deng Xiaoping, l'alliance du communisme politique et du libéralisme économique se réalise enfin. Admise à l'ONU en 1971, la Chine a formulé sa première demande d'adhésion au GATT dès 1986, puis s'est mise progressivement aux normes de ce dernier, d'où son entrée à l'OMC en 2001. De fait les droits de douane chinois sur les biens importés sont passés de 32% en 1990-95 à 17% en 2000 et 9,6% en 2012 (contre 3,4% et 5,5% respectivement pour les États-Unis et l'UE).

Tout en dépendant son statut de pays en développement, à travers l'adhésion d'une série de groupes *ad hoc*, la Chine cherche à imposer le yuan, face au dollar, à l'euro et au yen, autres monnaies de références. Il commence déjà à être utilisé de façon exclusive par le Japon, la Corée du Sud, le Brésil, l'Indonésie et l'Australie pour leurs achats en Chine. Même si les facturations en yuan ne concernent encore que 10% des exportations chinoises, le pays bénéficie, grâce à Hong Kong, d'une place financière mondiale. La Chine revendique aussi un rôle actif au FMI, dont elle est devenue le troisième contributeur (derrière les États-Unis et le Japon) en jouant sur l'énormité de ses réserves en devises. Enfin, face à l'APEC (Asia Pacific Economic Cooperation) prônée par les États-Unis, elle mise, à travers l'AFTA (Asean Free Trade Agreement) sur la coopération entre elle, le Japon, la Corée du Sud et l'ASEAN. L'économie devient aussi un atout majeur du *soft power* chinois, sans que cela implique un abandon de son *hard power* (la Chine est devenue le cinquième exportateur mondial d'armes).

De fait, la Chine s'est imposée, dans la décennie 2000, comme la seule superpuissance capable de rivaliser avec les États-Unis, grâce au nombre considérable de ses actifs (lus de 800 millions) et de son accumulation énorme de capital humain. Son dynamisme économique record se fonde sur un massif effort d'investissement (40% du PIB), sur une énorme consommation d'énergie, mais aussi la puissance d'entreprises géantes encore, très liées à l'État : celui dans l'industrie pétrolière, le secteur de la construction, la banque, les télécommunications et la sidérurgie. Ces grandes firmes émergentes se retrouvent aussi dans les technologies avancées, avec Lenovo, leader mondial de PC, et Huawei. Mais la Chine doit aussi faire face à quatre défis majeurs : la pollution, les inégalités sociales et territoriales, l'inflation et l'endettement intérieur. Dans ces conditions, la poursuite du modèle chinois

de développement suppose d'exporter plus, mais aussi de pratiquer une politique d'importation sélective afin de favoriser les progrès de compétitivité. Il semblerait que ce soit en partie la voie adoptée par le pays : en effet les prévisions du FMI pour 2018 prévoient une légère reprise de la croissance chinoise : + 6,6 % en 2018 contre + 6,4 % en 2017 (+ 2,7 et 2,5 pour les États-Unis aux même dates)¹⁴.

Deux outsiders majeurs : Inde et Indonésie

L'Inde apparaît aujourd'hui comme un pays en profonde transformation¹⁵.

L'Inde : avec Modi, une montée en puissance ?

Elle le doit pour beaucoup à l'action de Narendra Modi, Premier Ministre élu au printemps de 2014¹⁶. Toujours populaire, malgré les difficultés à mettre en marche une nation de 1,32 milliards d'habitants et d'une extrême diversité ethnique religieuse et linguistique, il a introduit la culture du résultat au sein d'une administration tentaculaire et réputée bureaucratique et corrompue¹⁷. Son plus grand succès a sans doute été l'introduction de la GST (Goods and Services Tax), l'équivalent de la TVA, unifiée sur tout le territoire depuis juillet 2017. Mais il a aussi mis en place un nouveau code des faillites, réduisant les délais pour trouver une solution et les risques financiers pour les créanciers. Joint à un ensemble de mesures de simplification administrative, ce code a puissamment contribué à améliorer le climat des affaires : dans le classement de la Banque mondiale, l'Inde est passée du 133^e rang en 2010 au 100^e en 2018¹⁸. Destinée à lutter contre le travail au noir et en dépit de graves problèmes¹⁹, la démonétisation de novembre 2016 a permis d'accroître de 50% le nombre des contribuables et de 80% celui des transactions électroniques²⁰. Elle a ouvert la voie à une transformation sociale

¹⁴ Jean-Pierre Robin, « Le FMI plus optimiste pour le monde en 2018 », *Le Figaro*, mardi 23 janvier 2018, p. 23.

¹⁵ Vivek Chibber, *Locked in Place: State-Building and Late Industrialization in India*, Princeton and Oxford, Princeton University Press, 2006; R Ramachandra Guha, *India After Gandhi. The History of the World's Largest Democracy*, London, Picador, 2007; Christian Jaffrelot, C., Murali Vijay and Virat Kohli. (eds), *Business and Politics in India*, New York, Oxford University Press, 2018; Dharma Kumar & Meghnad Desai, *The Cambridge Economic History of India*, vol. 2: c. 1757-c. 1970, Delhi, Orient Longman in association with Cambridge University Press, 1984; Nirmalya Kumar (with Pradipta K. Mohapatra and Suj Chandrasekhar), *India's Global Powerhouse. How They Are Taking on the World*, Boston, Harvard Business Press, 2009; Rajat Kanta Ray (dir.), *Entrepreneurship and Industry in India, 1800-1947*, Oxford University Press, Delhi, 1992; Dietmar Rothermund, *An Economic History of India From Pre-Colonial Times to 1991*, London, Routledge, 1993.

¹⁶ Fabrice Nodé-Langlois, « Inde : la politique de réforme de Modi porte-t-elle ses fruits ? », *Le Figaro*, Mardi 29 janvier 2018, p. 15.

¹⁷ Jean-Pierre Robin, « Le FMI plus optimiste pour le monde en 2018 », *Le Figaro*, 23 janvier 2018, *ibidem*, p. 23.

¹⁸ « Where We Work », Brief, october 2017, Doing Business 2018, The World Bank IBRD-IDA, www.worldbank.org/eu/country/india/brief/doing-business-2018.

¹⁹ Charles Waysh, « Le chaos économique en Inde, après la « démonétisation » des gros billets », *La Tribune*, 15 décembre 2016. Sur Modi, voir : Andy Marino, *Narendra Modi. A Political Biography*, Londres, Harper Collins, Londres, 2014.

²⁰ « Inde, « Le "big bang" de Modi contre l'argent sale », *Courrier International*, Paris, 9 novembre 2016, www.courrierinternational.com.

majeure, dont l'objectif est de permettre à tous les Indiens de disposer d'un numéro d'identité (l'*Aadhaar*) et d'un compte bancaire fonctionnant à partir de son téléphone portable (1 milliard de portables et 350 millions de smartphone)²¹.

L'Inde demeure néanmoins confrontée à de sérieux problèmes. Le volontarisme du gouvernement Modi, s'il contraste avec l'immobilisme des gouvernements antérieurs n'a obtenu encore que des résultats limités : ainsi le programme *Make in India*, lancé en septembre 2014, malgré des progrès relatifs dans l'automobile, la chimie ou la pharmacie²². En effet, la croissance de l'économie demeure irrégulière, avec des à-coups très marqués :

Tableau 4 – Évolution des taux de croissance du PIB de l'Inde de 2004 à 2017 (en %)

2004	+7,8	2011	+6,8
2005	+9,1	2012	+5,5
2006	+9,6	2013	+5,4
2007	+10,1	2014	+7,5
2008	+3,9	2015	+7,3
2009	+8,3	2016	+8,0
2010	+11,0	2017	+7,1

Source : FMI, World Economic Outlook Database, 2017

Au total cependant, l'Inde semble avoir mieux encaissé les réformes de Modi (lancement de la démonétisation en 2016) que la crise financière mondiale de 2008 ou les difficultés politiques de 2012. Toutefois, la principale difficulté semble résider dans l'aggravation des inégalités de richesse²³. Au milieu des années 1990, 40% des revenus allaient aux 10% les plus riches contre 20% aux 50% les plus pauvres ; en 2014, les 10% les plus riches bénéficiaient de 55% des revenus au lieu de 15% pour les 50% les plus pauvres.

L'Indonésie : quatrième grand d'Asie ?

Les économies émergentes, de nos jours, s'identifient d'abord aux BRIC, dont la Chine et l'Inde sont les deux plus importants. Après avoir lancé, dès 2001, ce concept de BRIC, Jim O'Neill, directeur jusqu'en 2013 de Goldman Sachs Asset Management, a proposé, en 2011, l'acronyme MIST (Mexique, Indonésie, Turquie et Corée du Sud). Peu pertinent pour la Corée du Sud, déjà considérée comme une économie développée, le label MIST convient en revanche parfaitement à l'Indonésie, le plus important d'entre eux :

Tableau 5 – Poids économique relatif des MIST en 2017

²¹ Ridha Loukil, "150 millions de smartphones vendus en Inde en 2017", *L'Usine digitale*, www.usine-digitale.fr.

²² "Make in India Programme", *Business Standard*, 13 mars 2015, www.business-standard.com ; Vandana Yadev, "Make in India. The story so far", *Business Standard*, 12 février 2016, www.business-standard.com.

²³ Facundo Alvaredo, Lucas Chancel, Thomas Piketty, Emmanuel Saez, Gabriel Zucman, *Rapport sur les inégalités mondiales 2018*, Synthèse World Inequality Lab, Wid.World, p. 5-7 (PDF), www.populationdata.net/12/15/rappor-inegalites-monde.

	Mexique	Indonésie	Corée du Sud	Turquie
PIB (en milliards de US\$)	1.143	1.011	1.530	841
Populations (en millions d'habitants)	128,0	263,5	50,7	80,4
PIB par tête (en US\$)	9.249	3.859	29.730	10.434
PIB par tête à PPA (en US\$)	18.920	13.210	39.350	26.720
PIB total à PPA (milliards de US\$)	2.475	3.473	2.015	2.188

Source : FMI, *The Economist*.

Comme le Mexique, l'Indonésie tire avantage de sa population et de son dynamisme démographique²⁴. Elle bénéficie d'une structure par âge favorable : 27% de 0-14 ans, 66,6% de 15-64 ans, seulement 6,4% de 65 ans et plus. En outre, l'industrie représente l'activité économique principale (47,2% du PIB en 2015), devant les services (38,1%) et l'agriculture (14,7%). L'Indonésie tire aussi avantage d'un niveau élevé de consommation intérieure (plus de 60% du PIB intérieur contre 35% en Chine). Elle a pu ainsi supporter le choc de la crise asiatique de 1997-98 et la forte récession qui s'en est suivie. Un fort investissement dans l'éducation devrait lui valoir, dès 2020, de s'imposer au cinquième rang mondial par le nombre des diplômés des universités, derrière la Chine, l'Inde, les États-Unis et la Russie, mais devant le Japon (source OCDE)²⁵.

L'Indonésie poursuit donc, depuis les années 1990, une croissance économique soutenue, qui frappe par sa régularité :

²⁴ Comité d'examen des situations économiques et du problème de développement (EDR), *Études économiques de l'OCDE Indonésie*, octobre 2016, Synthèse, OCDE, www.oecd.org/fr/eco.etudes/etude-economique-indonesie
Voir aussi, dans une perspective plus historique, Jean-Luc Maurer, « L'Indonésie : un nouveau pays industrialisé d'ici l'an 2000 ? », dans Jean-Luc Maurer et Philippe Régnier (dir.), *La Nouvelle Asie industrielle*, Graduate Institute Publications, Genève, 1989, p. 85-98.

²⁵ Dominique Barjot, « La Chine et l'Union européenne : réalités et limites d'un partenariat commercial », *Géostratégiques*, art.cité, juillet 2014, p. 35-56.

Tableau 6 – Taux de croissance annuels moyens de l'économie indonésienne de 2002 à 2017 (en % du total)

2002	+4,5	2010	+6,2
2003	+4,8	2011	+6,5
2004	+5,0	2012	+6,0
2005	+5,7	2013	+6,3
2006	+5,5	2014	+5,2
2007	+6,4	2015	+4,7
2008	+6,0	2016	+4,9
2009	+4,0	2017	+5,2

Source : FMI, World Economic Outlook Database, 2017

Grand exportateur de pétrole et de gaz, l'Indonésie vend aussi à l'étranger des appareils électriques, du contreplaqué, des textiles, du caoutchouc. De ce fait, elle demeure dépendante des rythmes de croissance et de décroissance de l'économie mondiale. Surtout, elle exporte massivement vers la Chine, d'où une sensibilité évidente à tout fléchissement de dynamisme de l'économie chinoise. Comme le Mexique ou la Turquie, elle souffre par ailleurs de phénomènes de corruption avérés (100^e rang mondial pour le niveau de lutte anti-corruption).

Les « Quatre Dragons » : la spécificité du cas taiwanais

Parmi les autres pays émergents, s'imposent, on l'a vu, deux profils dominants : celui des « Quatre Dragons » et celui des « Nouveaux Pays Exportateurs ». Taiwan apparaît bien représentative du premier groupe, la Malaisie du second. Une comparaison des économies des « Quatre Dragons » et de leurs modèles de croissance spécifiques justifierait d'une étude complexe, qu'il est impossible de mener à bout. Parmi les quatre, l'économie de la Corée du Sud apparaît comme la plus puissante (*vide supra*) du fait notamment d'une population plus nombreuse, mais elle a fait l'objet de nombreux travaux²⁶ tout en apparaissant comme la plus proche (ou la moins éloignée !) du modèle japonais, notamment grâce à ses *chaebols*²⁷. De leur

²⁶ Dominique Barjot, « Le « miracle économique coréen (1953-2013). Réalités et limites », in *Outre-Terre. Revue européenne de géopolitique*, n°39, avril-mai-juin 2014, p. 37-65. Voir aussi : Alice H. Amsden, *Asia's Next Giant: South Korea and Late Industrialization*, New York, Oxford University Press, 1989; Lee Hyng-Koo, *The Korean Economy. Perspectives for the Twenty-First Century*, New York, State University of New York Press, 1996; Lee J.W., *The Korean Economy and its Prospects, Lessons from a Developmental State*, East-West Research Institute, Washington DC, USA, 2003. Song Byung-Nak, *The Rise of the Korean Economy*, Hong Kong, Oxford University Press, 1997; Whang In-Joung, *Economic Transformation of Korea, 1945-95: Issues and Responses*, Seoul, The Sejong Institute, 1997.

²⁷ Myung-Hun Kang, *The Korean Business conglomerate. Chaebol then and now*, Institute of East Asian Studies, University of California, 1996; Seung-Ho Kwon, Michael O'Donnell (eds.), *The Chaebol and Labour in Korea: The Development of Management Strategy in Hyundai*, London, Routledge, 2001; Moon Hwi Chang (ed.), *The Next Generation of Competition for Korean Firms*, Seoul, Seoul School of Integrated Sciences & Technologies, 2010; Rang-Ri Park, *Samsung. L'œuvre d'un entrepreneur hors pair; ByungChull Lee*, Paris, Economica, 2008.

côté, Hong Kong²⁸ ou Singapour²⁹, par leur rôle de port et de place financière se distinguent de façon très nette des autres pays émergents. De fait, les deux métropoles comptent au nombre des zones les riches de la planète. Singapour notamment rivalise avec le Luxembourg, la Norvège ou la Suède par le niveau de son revenu par tête. En revanche, l'une et l'autre partagent avec Taiwan, une étroite proximité culturelle et pas seulement économique avec la Chine. Dans un contexte marqué par l'ascension de la Chine, les ambitions économiques retrouvées du Japon et l'intérêt sourcilieux des États-Unis, le de Taiwan semble particulièrement intéressant.

Comme la Corée du Sud, en 1950, l'île de Taiwan a rejoint les pays les plus développés de la planète³⁰. De 1949 à 1986, le revenu *per capita* des taiwanais a été multiplié par 6,5. Certes l'héritage colonial japonais n'était pas négligeable : modernisation agricole afin d'en faire l'un des greniers à riz de Japon (avec la Corée), développement des infrastructures, ouverture commerciale extérieure (35% du PIB en 1940), participation à l'effort de guerre industriel. Si, avec le départ des Japonais, le pays perdit l'essentiel de ses cadres, ceux-ci furent remplacés par d'autres arrivés massivement de Chine continentale en 1949. Durant ces années 1950 à 1987, le taux de croissance de l'économie progressa au rythme de 8,5% par an en moyenne. L'industrie jouait un rôle moteur (+13% par an en moyenne de 1950 à 1987 pour la production industrielle) : son poids dans le PIB atteignait 37% en 1987 contre 11% en 1950. Cela impliquait un effort massif d'investissement (15% du PIB dans les années 1950, mais 25% en 1970 et 35% en 1980, 20% encore en 1987).

Grâce à la réforme agraire, l'agriculture s'est fortement modernisée. Jusqu'en 1969, la pression à la baisse des prix agricoles permit d'accroître la compétitivité des produits taiwanais, mais ensuite, le choix fut fait de la soutenir par des subventions. Entre temps, les exportations industrielles avaient pris leur essor (32% des exportations totales en 1960, 94% en 1986). D'abord massivement aidée par les États-Unis (90% du déficit commercial dans les années 1950), Taiwan a gagné son indépendance, notamment en attirant ces capitaux américains dans les zones spéciales de Kaohsiung, puis Taichung et Nanzo. Les investissements étrangers affluèrent en masse : fin 1985, ils représentaient le double de ceux investis en Corée. En même temps, Taiwan demeurait un pays de PME/PMI (95.000 en 1987 pour 7.000 en 1961)³¹. Différents facteurs contribuaient à expliquer cette situation : essor de l'agriculture

²⁸ Schenk, Catherine. "Economic History of Hong Kong". EH.Net Encyclopedia, edited by Robert Whaples. March 16, 2008.. URL <http://eh.net/encyclopedia/economic-history-of-hong-kong>. Voir aussi : Steve Tsang, *A Modern History of Hong Kong*, London: IB Tauris, 2004; David R. Meyer, *Hong Kong As a Global Metropolis*, Cambridge: Cambridge University Press, 2000; Catherine R. Schenk, *Hong Kong as an International Financial Centre: Emergence And Development, 1945-65*, London: Routledge, 2001; and Yin Ping Ho, *Trade, Industrial Restructuring and Development in Hong Kong*, London: Macmillan, 1992.

²⁹ Philippe Régnier, « Singapour : du commerce d'entrepôt colonial à l'industrialisation d'un État insulaire », dans Jean-Luc Maure et Philippe Régnier, *La nouvelle Asie industrielle. Enjeux et perspectives*, Genève, Graduate Institute Publications, 1989, p. 47-60 ; Rodolphe De Koninck, *Singapour, la cité-État ambitieuse*, Belin et La Documentation française, 2006 ; William G. Huff, *The Economic Growth of Singapore. Trade and Development in the Twentieth Century*, Cambridge (Mass.), Cambridge University Press, 2009.

³⁰ Thomas B. Gold, *State and Society in the Taiwan Miracle*, Armonk, Ny, M.E. Sharpe, 1986 ; Dominique Jolly et Jean-Raphaël Chaponnière, "Le modèle taiwanais", dans Jean-Luc Maurer et Philippe Régnier (dir.), *La Nouvelle Asie, op.cit.*, p. 29-40.

³¹ Gilles Guiheux, *Les grands entrepreneurs privés à Taiwan. La main visible de la prospérité*, Paris, CNRS Éditions, 2002.

minifundiaire, individualisme et créativité des entrepreneurs chinois, attachement forcené à leur indépendance, puissance de l'intervention étatique (« l'État dur » de Gunnar Myrdal opposé par lui à « l'État mou », qui entretient le sous-développement)³².

Si le dynamisme économique se ralentit un peu durant les années 1990, la croissance du PIB se poursuit au rythme de 8% par an entre la fin des années 1980 et celle des années 2000³³. L'économie taiwanaise surmonta mieux que les autres pays émergents les crises de 1997-1999, grâce à une politique financière conservatrice et au dynamisme de ses PME, et de 2008-2009, du fait sa forte interconnexion avec celle de la Chine. Tandis que la part de l'agriculture s'effondrait (1,7% des emplois et du PIB en 2007 contre 35% en 1952), les services devenaient l'activité majeure (71,1% des actifs, 73% du PIB toujours en 2007). La chute de la fécondité posait néanmoins de plus en plus de problèmes (comme en Corée du Sud), d'où un appel croissant à des travailleurs étrangers, légaux ou illégaux.

Dans le même temps, les hommes d'affaires taiwanais devenaient des investisseurs majeurs en Chine, à Hong Kong, à Shenzhen et dans la province du Fujian, puis au Vietnam, en Thaïlande, en Indonésie, aux Philippines et en Malaisie³⁴. En Chine, les groupes de Taiwan délocalisèrent les industrielles lourdes, au profit du développement de l'informatique, des semi-conducteurs et des écrans plats³⁵. Cette mutation n'a pas affaibli le tissu des PME : un actif taiwanais sur sept est chef d'entreprise, taux le plus haut de tous les pays de l'OCDE. Mais Taiwan est aussi, aujourd'hui, le siège de l'une des plus grosses firmes industrielles du monde, Foxconn : elle emploie près de 1,5 millions de salariés, pour l'essentiel en Chine, dans ses neuf usines géantes de Shenzhen (400.000 salariés) et de Zhengzhou (225.000). Foxconn demeure aujourd'hui le principal fabricant des iPhones, iPads et iPods d'Apple. Dans un contexte géopolitique complexe, Taiwan demeure la quatorzième puissance commerciale mondiale.

Les nouveaux pays exportateurs : Vietnam, Philippines, Thaïlande et Malaisie

Taiwan ou la Corée du Sud ont intégré le peloton des nations économiquement développées. Elles montrent la voie à suivre aux nouveaux pays industrialisés de l'Asie du Sud-Est. Si l'on met à part le cas de l'Indonésie (*vide supra*), les « nouveaux tigres asiatiques » forment un ensemble très hétérogène. D'une part, les Philippines ou le Vietnam apparaissent comme des pays très peuplés (autour de 100 millions d'habitants, un peu plus pour les Philippines, un peu moins pour le Vietnam), jeunes et en forte croissance démographique et économique. Selon les experts, malgré un niveau de développement plus faible (voir tableau

³² Gunnar Myrdal, « L'État mou en pays sous-développé », dans *Tiers Monde*, tome 10, n° 37, 1969, p. 5-24.

³³ Alice H. Amsden, Chu Wan-wen, *Beyond Later Development: Taiwan's upgrading Politics*, MIT Press Books, Cambridge (Mass.), 2003; Suzanne Berger, Richard K. Leister (eds.), *Global Taiwan Building Competitive Strengths in a New International Economy*, Routledge, New York, 2005; Peter C.Y. Chow, *Taiwan's Modernization in Global Perspective*, Praeger, New York, 2002.

³⁴ Gilles Guiheux, *Les grands entrepreneurs à Taiwan, ... op.cit.*

³⁵ Terence Tsai, Bor-Shiuan Cheng, *The Silicon Dragon: High Tech Industry in Taiwan*, Edward Elgar Publisher, Northampton, MA, USA, 2006.

4), le Vietnam est, avec l'Indonésie, le pays présentant le potentiel de croissance le plus élevé³⁶. En termes de compétitivité, entre 2011 et 2013, l'Indonésie est passée du 44^e au 36^e rang mondial, le Vietnam, du 75^e au 55^e³⁷. D'après Goldman Sachs, ce dernier pays pourrait devenir, dès 2025, la vingt-et-unième économie mondiale³⁸.

Les Philippines se caractérisent aussi, depuis les années 2000, par des taux de croissance record³⁹ :

Tableau 6 – Taux de croissance annuels moyens du PIB des Philippines de 2002 à 2017 (en %)

2002	+3,7	2010	+7,6
2003	+5,0	2011	+3,9
2004	+6,7	2012	+5,4
2005	+4,8	2013	+6,0
2006	+5,2	2014	+6,2
2007	+6,6	2015	+5,9
2008	+4,2	2016	+6,8
2009	+1,2	2017	+6,8

Source : FMI, World Economic Outlook Database.

Plus rapide, mais plus irrégulière que celle de l'Indonésie, la croissance des Philippines tend, depuis le début des années 2000 à dépasser même celle du Vietnam.

Celle expansion résulte d'un fort niveau d'investissement, largement financé par des importations de capitaux étrangers, la vigueur de la consommation intérieure (70% du PIB) et le climat de confiance créé par les réformes structurelles du président Benigno Aquino, de 2010 à 2016, poursuivies par son successeur le populiste Rodrigo Duterte, malgré une inflexion plus sociale. En dépit d'une agriculture peu productive (29% de la population active en 2017, mais seulement 10% du PIB), le pays bénéficie de son dynamisme industriel (30,5% du PIB pour 16% de la main-d'œuvre). Riches en minerais, pour l'essentiel contrôlés par les multinationales étrangères, les Philippines sont bien placées pour les constructions navales (quatrième producteur mondial), l'automobile et l'aérospatiale (sous-traitance internationale et surtout

³⁶ Dominique Barjot et Jean-François Klein (dir.), *De l'Indochine coloniale au Viêt Nam actuel*, Paris, Académie des Sciences d'Outre-Mer, Éditions Magellan, 2017, notamment Dominique Barjot, « Introduction », p. 42-69. Voir aussi : Pierre Brocheux, *Une histoire économique du Viêt Nam*, Paris, Les Indes savantes, 2009 ; Philippe Papin, *Viêt Nam. Parcours d'une nation*, Paris, Belin, 2003 ; Christian Taillard, « Le Viêt-Nam, émergence d'un nouveau dragon », *Géographie universelle*, n° 12, Paris, Reclus-Belin, p. 183-213.

³⁷ Thomas Jandi, *Vietnam in the Global Economy*, New York, Lexington Books, 2013.

³⁸ "Vietnam to be listed among top economics by 2050", HSBC, 14 janvier 2012, https://www.hsbc.com.mx/1/PA_esf-ca-app.../world_2050.pdf.

³⁹ Pour une vision d'ensemble : William Gueraiche (dir.), *Philippines contemporaines*, Irasec, Bangkok, Les Indes Savantes, Paris, 2013. Voir aussi : Arsenio M. Balisacan and Hal Hill, *The Philippine Economy. Development, Policies and Challenges*, Oxford University Press, 2003; Onofre D. Corpuz, *An Economic History of the Philippines*, Quezon City, University of Philippines Press, 1999; Yoshiko Nagano, *National Income Accounts in Philippine Economic History: A Preliminary Report on Data Gathering and Research Trends*, Hitotsubashi University Repository, Discussion Series, n° 220, 2007.

électronique (Texas Instrument, Toshiba, Lexmark)⁴⁰. Néanmoins les services constituent l'activité dominante (59,5% du PIB pour 55% de la population active). Depuis 2008, les Philippines ont dépassé l'Inde comme leader mondial dans l'externalisation des processus d'affaires (BPO) et sont particulièrement bien placées pour les centres d'appels électroniques (relations clients, services de voyage, assistance technique, éducation, services financiers, soutien en ligne aux entreprises pour la clientèle et le *business to business*). Mais le pays demeure fragile : en 2017, 33% de la population vivait encore en dessous du seuil de pauvreté, le chômage touchait 6,6% de la population active, tandis que les revenus de transferts assurés par les travailleurs philippins à l'étranger assuraient environ 10% du PIB)⁴¹.

Ce dynamisme contraste avec l'essoufflement de l'économie thaïlandaise⁴² : sensible depuis 2013 :

Tableau 7 – Taux de croissance annuel moyen du PIB de la Thaïlande de 2012 à 2017

2012	+6,5	2015	+2,9
2013	+2,9	2016	+3,2
2014	+0,9	2017	+3,0

Source : FMI, World Economic Outlook Database, 2017

Depuis le milieu 1980 et jusqu'en 2012, le pays a connu une croissance de 5 à 6% par an en moyenne⁴³. C'est pourquoi aujourd'hui encore, elle demeure la seconde plus importante économie de l'Asie du Sud-Est (voir tableau 4).

Cette rapide croissance des années 1980 et 1990 s'expliquait notamment par l'ampleur des investissements japonais et l'essor du tourisme : entre 1985 et 1996, le PIB augmentait même de 9,4% par an en moyenne⁴⁴. Mais, ensuite, le pays connut une succession de chocs conjoncturels qui accrurent l'instabilité de sa croissance et en freinèrent le rythme : ampleur de la crise économique de 1997, partie de Bangkok, tsunami de 2004, crise de 2008, sécheresse de 2016-2017. S'y ajoutèrent les tensions politiques dans le Sud du pays, l'opposition entre chemises rouges et chemises jaunes, qui conduisirent au coup d'état militaire, dans un contexte marqué par le menace d'attentats islamistes (Bangkok en août 2015).

Encore très dépendante de l'agriculture (9% du PIB pour 40% de la population active en 2016), traditionnellement exportatrice (riz, caoutchouc, sucre, maïs, jute, coton, tabac, crevettes), la Thaïlande bénéficie cependant d'un secteur industriel diversifié (assemblage

⁴⁰ Bernardo Villegas, *The Philippine Advantage*, Manila, University of Asia and Pacific Press, 2010.

⁴¹ David Kang, *Crony Capitalism. Corruption and Development in South Korea and the Philippines*, Cambridge (Mas.), Cambridge University Press, 2002

⁴² Chris Baker, Pasuk Phongpaichit, *A History of Thailand*, Cambridge (Mass.), Cambridge University Press, 2014; Porphant Ouyyanont, *A Regional Economic History of Thailand*, ISEAS, Yusof Ishak Institute, Bangkok, Chulalongkom University Press, 2017.

⁴³ Chris Baker, *Thailand's Boom and Bust*, Bangkok, Silkworm Books, 1998; Chris Baker, Pasuk Phongpaichit, *Thailand, economy and politics*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

⁴⁴ Mylène Garin, « Thaïlande : un cinquième tigre asiatique ? », dans Jean-Luc Maurer et Philippe Régner (dir.), *La Nouvelle Asie Industrielle. Enjeux, stratégies et perspectives*, Paris, Presses Universitaire de France, 1989, p. 63-72.

automobile, appareils et composants électroniques, ciment), même si le textile perd de son dynamisme)⁴⁵. Il fournissait 36% du PIB en 2016 contre 55% par le tertiaire (pour 38% de la population active), la Thaïlande étant l'un des dix pays les plus touristiques du monde. Bien insérée dans le commerce international (123% du PIB en 2016), le Thaïlande dégage encore un excédent commercial malgré la contraction de ses exportations. Le taux de chômage y demeure faible (1,2%) et le taux de pauvreté y a diminué de façon régulière depuis les années 1980.

Parmi les « Nouveaux Tigres asiatiques », la Malaisie tient une place à part⁴⁶. Troisième puissance économique de l'ASEAN, derrière l'Indonésie et la Thaïlande (voir tableau 4), elle se classe cependant au second rang (hors Brunei) par le niveau de son PIB, derrière Singapour : à parité de pouvoir d'achat, elle a quasiment intégré le groupe des pays industriels développés. Elle bénéficie en effet d'une économie diversifiée. Son agriculture demeure prospère (8,5% du PIB pour 12,2% de la population active en 2016 : la Malaisie produit la moitié de l'huile de palme mondiale et se place aux troisième et cinquième rangs mondiaux pour le caoutchouc et le cacao. Même si le secteur tertiaire, porté par le tourisme et les activités financières, domine l'emploi (55% du PIB et plus de 60% de la main-d'œuvre, toujours en 2016), les activités industrielles pèsent d'un poids important (36,5% du PIB pour environ 27% de l'emploi à la même date. Elles concernent la construction (4,5% du PIB, mais 9,5% des actifs), qui fait appel à 25% de travailleurs étrangers (Népalais, Indonésiens, Indiens), les mines et les hydrocarbures (8,8% du PIB) et l'industrie manufacturière (23% du PIB). Au total ces trois secteurs industriels mobilisaient, en 2016, 27,4% du total des actifs.

L'économie de la Malaisie poursuit sa croissance à un rythme soutenue : depuis 2013, le taux de croissance annuel moyen du PIB a toujours dépassé les 4%, avec un maximum de 6% en 2014 et un minimum de 4,2 en 2016. Cela assure au pays des taux de chômage (moins de 3%) et de pauvreté faibles (3,8%), mais aussi un fort attrait pour les investisseurs et partenaires commerciaux étrangers (23^e rang mondial dans le classement *Doing Business 2017* de l'International Institute For Management de Genève, derrière Singapour, troisième, mais devant la Thaïlande, vingt-septième, et l'Indonésie, quarante-deuxième). Elle le doit à la stabilité de son système politique polycentrique (État fédéral réunissant neuf sultanats, dont les souverains respectifs sont rois à tour de rôle, quatre gouvernorats et trois territoires fédéraux), un modèle de développement ouvert aux investissements étrangers (Japon, Etats-Unis, Singapour, Chine, etc.), une politique macroéconomique prudente en matière de déficit public (3,1% du PIB en 2016) et d'endettement public (moins de 55% du PIB), des coûts de main-d'œuvre compétitifs joints au niveau d'éducation élevé d'une population encore jeune (âge médian de 28 ans).

⁴⁵ Philippe Régnier, *Small and Medium Enterprises in Distress. Thailand, the East Asian Crisis and Beyond*, London: Gower/Ashgate, 2000.

⁴⁶ John H. Drabble, *An Economic History of Malaysia, c.1800-1990: The Transition to Modern Economic Growth*. Basingstoke: Macmillan and New York: St. Martin's Press, 2000; Kwame S. Jomo, *Growth and Structural Change in the Malaysian Economy*. London, Macmillan, 1990.

La Malaisie se caractérise aussi par un exceptionnel degré d'ouverture internationale (en 2016, le cumul exportations + importations se montrait à 134% du PIB)⁴⁷. Ce haut degré d'intégration à l'économie mondiale constitue un lointain héritage historique remontant à la colonisation britannique (en 1939, la Malaisie produisait près de 40% du caoutchouc et 60% de l'étain mondiaux). Après une phase de substitution aux importations de 1957, date de l'indépendance, à 1971, le pays s'orienta, à partir de cette date, vers une *New Economic Policy* fondée sur la promotion des exportations, l'appel au capital étranger et la création de zones franches (EP2)⁴⁸. Il s'ensuivit un envol des exportations industrielles : elles ne représentaient que 12% du total des exportations en 1970, mais plus de 80% depuis 1995. Cependant, cette politique s'accompagna aussi d'une discrimination positive en faveur des ressortissants de souche malaise (*Bumiputra*, ou « fils du sol » en malais). Il s'agissait de freiner l'emprise des intérêts chinois sur l'économie de la fédération. Le succès en a été mitigé : en 2000, les *Bumiputra* ne détenaient que 18,9% du capital des sociétés anonymes par actions malaises, contre 38,9% pour les résidents malais d'origine chinoise et 39,8% pour les résidents étrangers. Cette politique a donc freiné le développement des PME (souvent chinoises) et ouvert la voie aux investissements des multinationales, notamment japonaises et américains). Le résultat en fut une très forte dépendance par rapport aux crises internationales : ainsi en 1997-1998, sous l'effet de la crise asiatique, en 2007 après l'éclatement de la bulle internet affectant l'électronique mondiale, et, encore en 2008-2009.

Cependant, le pays a réagi, à chaque fois, avec énergie, notamment sous l'impulsion de Mahatir Ibn Mohamad, Premier Ministre de 1981 à 2003⁴⁹. Dès septembre 1998 et contre l'avis du FMI, celui-ci adopta un ensemble de mesures énergiques (contrôle des changes, dévaluation du ringgit, la monnaie nationale, adoption d'une politique intérieure de soutien à la demande intérieure). La Malaisie parvint ainsi à préserver un modèle industriel original, au sein de laquelle l'industrie électronique tient une place dominante : production des semi-conducteurs (pour Fujitsu, Hewlett Packard, Hitachi, Intel, Motorola, Texas Instrument et Toshiba par exemple), premier secteur industriel, mais aussi électronique grand public, second secteur, notamment par investissement direct ou en sous-traitance des firmes japonaises.

VIGUEUR DES RECHERCHES

Par son ampleur, la montée des économies asiatiques a suscité des travaux multiples et souvent de grande valeur, dont il serait vain de vouloir rendre compte à travers la seule publication d'un numéro spécial d'*Entreprises et Histoire*. C'est pourquoi les contributions ici

⁴⁷ Elsa Lafaye de Micheaux, "Un développement dans la Mondialisation", dans Elsa Lafaye de Micheaux, *La Malaisie, un modèle de développement souverain*, Lyon, ENS Edition, 2012, p. 255-302.

⁴⁸ James V. Jesudason, *Ethnicity and the Economy: The State, Chinese Business and Multinationals in Malaysia*, Kuala Lumpur: Oxford University Press, 1989; Kwame S. Jomo (ed.), *Privatizing Malaysia: Rents, Rhetoric, Realities*, Boulder, CO: Westview Press, 1995; Jeffrey R. Vincent, Rozali M. Ali and Associates, *Environment and Development in a Resource-Rich Economy: Malaysia under the New Economic Policy*, Cambridge, MA: Harvard University Press, 1997.

⁴⁹ Khoo Boo Teik. *Paradoxes of Mahathirism: An Intellectual Biography of Mahathir Mohamad*, Kuala Lumpur, Oxford University Press, 1995.

présentées se sont centrées autour de deux thèmes majeurs : en Extrême-Orient, le tardif éveil de la Chine, après les succès du Japon, dont l'industrie résiste brillamment, et ceux, plus tardifs, des Quatre Dragons, dont la Corée du Sud fournit un bon exemple.

En Extrême-Orient : montée de la Chine, résistance du Japon, percée de la Corée du Sud

Si la République Populaire de Chine s'est imposée aujourd'hui à côté des États-Unis ou face à eux, comme l'une des deux puissances économiques dominantes, il convient de ne pas oublier que sa modernisation s'est heurtée longtemps à de nombreux obstacles, comme le rappellent Huang Chun et Wang Jue, dans « The Evolution of China's Economic Model and China's Modern Banking History (1840-2007). Analysis Based on Investment Incentives and Risk control ». Avant 1840, la Chine n'avait pas réalisé sa transition vers la Révolution industrielle. Son système monétaire différait donc de celui de l'Occident. En 1949, en dépit de plus de cent ans de tentatives multiples, la Chine n'avait toujours pas réussi à se doter d'un système bancaire moderne, à même d'aider efficacement au financement de son industrialisation. Après 1949, la Chine détruisit l'embryon de système commercial et bancaire moderne, qui prenait juste forme, construisit un système fiscal-monétaire adapté à l'économie planifié et mit en place, par étapes, un système industriel basé sur ce système. À partir de 1978, la Chine rénova son système commercial moderne et, en 1993, rétablit un système bancaire moderne. Du point de vue des motivations de l'investissement et du contrôle des risques, l'évolution du modèle économique de la Chine constitua non seulement un processus d'apprentissage de la culture occidentale, mais aussi un processus de préservation de l'héritage et de développement de la culture traditionnelle.

En dépit de la montée de la Chine, le Japon demeure la troisième (ou la quatrième, à parité de pouvoir d'achat) puissance économique mondiale. Il le doit à la compétitivité retrouvée de son industrie. Yuzawa Takeshi le montre dans « The Digital Revolution and Business Behaviour. The case of Kodak versus Fuji film ». Au cours des années 1960 et au début des années 70, de nombreuses entreprises adoptèrent une stratégie conglomérale. Durant une génération, il y eut peu de changements dans le haut du classement des grandes entreprises, mais, après 1995, plus de la moitié de ces entreprises perdirent du terrain en valeur absolue aussi bien qu'en termes relatifs. Dans le domaine de l'industrie cinématographique, les entreprises durent faire face à une puissante vague de numérisation de l'industrie, en plus de la sévère concurrence entre les entreprises, partout dans le monde. Kodak était alors le plus grand fabricant mondial de films. Créée en 1880, cette firme appartenait au groupe des entreprises représentatives des États-Unis, faisant partie de l'indice Dow Jones de 1930 à 2004. Cependant, Kodak dut se placer sous la protection du chapitre 11 sur la protection des faillites en 2012. D'une comparaison avec Fujifilm, le plus grand fabricant japonais de films, il ressort que, jusque-là, Kodak n'avait pas réussi à s'adapter, tandis qu'au contraire, Fujifilm était redevenue une entreprise très rentable, attestant de la compétitivité persistante de l'industrie japonaise du film.

Le Japon n'est pas en compétition qu'avec la Chine et les États-Unis. Il doit faire face aussi à l'affirmation de nouvelles puissances économiques est-asiatiques, telles que la Corée du

Sud. Celle-ci a pu, parfois, se hisser au premier rang mondial, comme dans les constructions navales. Dominique Barjot et Park Rang-Ri traitent, dans cette perspective, de « L'industrie des constructions navales : un secteur stratégique pour le take-off économique de la Corée du Sud (de 1945 à nos jours) ». En Corée du Sud plus encore qu'au Japon, les constructions navales ont constitué un secteur moteur, au caractère stratégique marqué, du décollage (ou *take-off*) économique. Avant l'électronique et grâce au soutien d'une puissance sidérurgie d'abord d'État, puis privatisée (1998-2000), les constructions navales jouèrent bien le rôle d'un secteur leader. Elles constituèrent l'une des clefs essentielles du *take-off* du pays, un instrument déterminant du rattrapage et un argument décisif pour un pays suiveur de compenser son retard sur le pays leader. Elles tirèrent avantage de leur étroite proximité avec les plus puissants complexes sidérurgiques du monde. Les constructions navales coréennes surgirent au premier rang mondial à partir de 2000, en supplantant alors le Japon. Depuis 2009 par ailleurs, elles opposent une résistance efficace à leurs concurrentes chinoises. Elles le doivent à une main-d'œuvre hautement qualifiée travaillant un grand nombre d'heures et à un bon positionnement stratégique dans les produits hauts de gamme. Ce succès, dans une large mesure, résulte d'une étroite coopération entre l'État et les chaebols commencée dans les années 1960.

L'Asie du Sud-Est et le sub-continent indien : l'affirmation du capitalisme indien

L'ascension de la puissance économique de l'Inde constitue l'un des faits majeurs des trente dernières années. Toutefois, en France, le phénomène n'apparaît pas encore aussi évident qu'il peut l'être outre-manche, nonobstant la constitution d'Arcelor Mittal. De fait, en Asie du Sud-Est et dans le sub-continent indien, voire sur l'ensemble du pourtour de l'Océan indien, le pouvoir économique grandissant du capitalisme indien frappe par son ampleur. Pierre Lanthier en analyse finement els antécédents lointains à travers son article « Tata becoming multinational: a long term process ». De fait, l'économie indienne a connu une croissance remarquable ces dernières décennies. La montée de la grande entreprise et ses avancées hors de l'Inde constituent certainement l'une des manifestations les plus explicites de ce dynamisme. Le groupe Tata est sans doute l'illustration la plus brillante de cette tendance. Lancé au XIXe siècle, ce groupe n'est vraiment devenu multinational qu'à la fin du siècle suivant. L'étude de son évolution ainsi que ses relations avec l'État indien démontre que la multinationalisation de Tata ne résulte pas seulement des réformes de 1991 en Inde, mais aussi de stratégies dans long terme qui ont permis au groupe d'avoir accès aux marchés internationaux.

La réussite du groupe Tata (comme celle des Mittal) est-elle représentative de la montée en puissance du capitalisme indien ? Ici intervient utilement l'approche du sociologue. Jules Naudet, Adrien Allorant et Mathieu Ferry se sont ainsi interrogés sur « Héritiers, aristocratie d'entreprise et « méritocraties » : l'espace social du grand patronat en Inde ». Il s'agit de conduire une analyse de l'espace social des présidents et directeurs généraux des 100 plus importantes entreprises indiennes en 2012, en mobilisant une Analyse des Correspondances Multiples (ACM). Cette analyse vise à comprendre les divisions internes au champ du pouvoir économique, en examinant les clivages en termes de capital scolaire, de capital hérité (capital familial), de capital social (en tirant partie d'une analyse de réseau de

l'imbrication des conseils de direction des 250 plus grandes entreprises) et de la caste. Les résultats de la recherche révèlent une organisation très particulière de ce champ économique : le credentialisme (ou inflation de la formation et des diplômes) a une influence très limitée ; il existe un clivage net et massif entre les propriétaires et les managers du capital ; le capital social joue un poids déterminant ; enfin, les acteurs les plus proches de l'appareil d'État occupent un rôle marginal. Il est donc possible d'identifier trois pôles parmi les dirigeants d'entreprise : les capitalistes familiaux multipositionnels, les capitalistes familiaux unipositionnels et la galaxie managériale.

L'Asie du Sud-Est et le sub-continent indien : présence économique des pays du golfe et finance islamique

Un autre phénomène, dont l'ampleur demanderait à être mesurée avec précision, concerne l'orientation croissance des économies du Golfe persique vers l'Asie. Cette orientation concerne bien sûr ces exportations d'hydrocarbures, mais aussi les importations de produits manufacturés et le recrutement de travailleurs immigrés : Égyptiens, Yéménites, Jordaniens, mais aussi, de plus en plus, Philippins, Pakistanais, Indiens et Bangladais (52,5% de la population des Émirats Arabes Unis en 2016 pour ces quatre groupes nationaux⁵⁰). Les échanges se renforcent également en termes de flux financiers. Ils se dirigent notamment vers l'Asie du Sud-Est, où existent d'importantes populations musulmanes : si l'on met à part le sultanat de Brunei, devenu indépendant en 1984, contraint de faire appel aux investisseurs chinois, mais peuplé presque entièrement de musulmans, c'est l'Indonésie qui compte la plus forte proportion de musulmans (87,2% en 2016). C'est beaucoup plus qu'aux Philippines (5%), en Thaïlande (4%) et au Vietnam (moins de 1%) et même qu'à Singapour (28,6%). C'est très sensiblement supérieur à la situation malaise (55 % de musulmans).

C'est pourtant la Malaisie qu'a privilégiée, depuis longtemps, la finance islamique⁵¹, avec notamment, dès 1983, la constitution de la Bank Islam Malaysia Berhad. Il est vrai qu'en Malaisie, l'Islam est religion d'État, à l'inverse de l'Indonésie, État laïque. C'est pourquoi, en Malaisie, les intérêts islamiques bénéficient de réels avantages et du soutien, plus ou moins explicite, des pouvoirs publics. Telle a été d'ailleurs le sens de la politique menée, de 1981 à 2003, par Mahathir (*vide supra*)⁵². Depuis ces années, la finance islamique a été de plus en plus étroitement associée au développement économique du pays⁵³. La Malaisie en représente en effet le principal marché national et l'un des principaux centres d'expertises. Dans les autres pays, les débuts de la banque islamique ont été plus modestes : Islamic Bank of Brunei (1993, issue de la seule banque nationale), Amanah Bank des Philippines, créée dès 1973 afin de

⁵⁰ William Gueraiche, *Géopolitique de Dubaï et des Émirats Arabes Unis*, Éditions Arbre bleu, Nancy, 2014.

⁵¹ Xavier Oudin, « Les Banques islamiques en Asie du Sud-Est », dans Pierre Traidmond (dir.), *Finance et développement en pays d'Islam*, Paris, EDICEF, 1995, p. 167-180 ; M. Abu Bakar, "Islamic Revivalism and the Political Process in Malaysia", *Asian Survey*, XXI (10), p. 1040-1059 ; N. Hoffman, *L'Islam en Malaisie : la religion comme facteur de développement*, Paris, Éditions Michalon, 2006.

⁵² Carine Cheval, « Mahatir. Un nationaliste ostentatoire », *Péninsule*, n° 48, 2004 (1), p. 29-49.

⁵³ David Dafolie, « Le développement de la finance islamique en Malaisie : l'histoire d'un volontarisme d'État », *Revue de la Régulation*, 1^{er} semestre/Spring 2013. <http://journals.openedition.org>

promouvoir le développement du sud de l'archipel, constitution de la Bank Islam Indonesia en 1994⁵⁴. Néanmoins, grâce à l'évolution de la vision du Conseil des Oulémas d'Indonésie (MUI ou Madjalis Ulama Indonesia) et à la mise en place de nouvelles règles bancaires, les établissements islamistes de crédit connaissent, depuis 2010, un essor rapide (3,5% des crédits bancaires en 2010, près de 7% dès 2011) qui semble s'être poursuivi depuis⁵⁵.

Au centre du dispositif de la finance islamique se trouve la place de Dubaï⁵⁶. De fait, les Émirats Unis se sont imposés, dans les années récentes, comme un modèle de développement original, alternatif aux modèles occidentaux ou d'Extrême-Orient. Tel est l'objet de l'article de William Gueraiche « The Emirates: Industry, from Security to Diversity ». Lorsque les Émirats Arabes Unis furent créés en 1971, le gouvernement fédéral accordait peu d'attention à l'industrie. Donc, l'industrie n'était pas perçue comme un élément-clé pour la création d'un État-nation moderne. En dehors des hydrocarbures, pétrole et gaz dont l'exploitation s'effectuait principalement à Abou Dhabi, les sept Émirats n'avaient pas d'autres ressources naturelles. D'autres facteurs contribuaient à la subordination du développement industriel. Les Émirats Arabes Unis n'avaient qu'une très faible population et par conséquent ne disposaient d'aucune main-d'œuvre pour travailler dans les usines. Le marché intérieur était limité lui aussi. Les recettes pétrolières engendraient une mentalité d'état de rentier parmi la population locale. En attendant, une minorité d'Émiratis et des Arabes vivant déjà aux EAU s'était engagée dans les affaires. Elle appelait à la prévoyance du gouvernement fédéral et du gouvernement d'Abu Dhabi en vue de préférer l'autonomie industrielle plutôt que la dépendance extérieure. Les deux décennies qui suivirent l'indépendance montrèrent le rôle prépondérant de Dubaï dans l'industrialisation des EAU. Au-delà du choix stratégique de diversifier les activités économiques, l'Émirat, à savoir d'abord la famille Maktoum, a ouvert les esprits à la modernité et les a préparés à une stratégie pour la survie. La sécurité n'a pas été conçue comme la mobilisation de la production locale pour satisfaire des besoins domestiques, mais plutôt comme la capacité de produire assez de richesse pour soutenir la croissance économique et démographique à long terme. Dans une certaine mesure, le modèle japonais a influencé Dubaï et les EAU plus que les vieux pays européens ou nord-américains industrialisés. En retour de cette influence japonaise, les intérêts de Dubaï et, de façon plus large, du Golfe se tournent de plus en plus vers une Asie du Sud-Est en pleine expansion économique, avant, peut-être, de contribuer aux décollages de Bangladesh et du Pakistan.

⁵⁴ Xavier Oudin, « Les Banques islamiques en Asie du Sud-Est », *art.cité*, p. 170-173.

⁵⁵ Gwenaël Njoto-Feillard, *L'Islam et la réinvention du capitalisme en Indonésie*, Paris, Karthala, 2012, p. 30.

⁵⁶ Gérard Al-fil, « Monde. La finance islamique, phénomène mondial », <https://www.arabie.com>, 10 octobre 2017.